



---

**DIRECTION DES AFFAIRES IMMOBILIERES ET DU PATRIMOINE – POLE AUX OCCUPANTS**

**LUTTE CONTRE LES RONGEURS ET LES INSECTES  
DES IMMEUBLES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

**ACCORD-CADRE 2024DAIP-48**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES  
(CCTP)**

## 1 – Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet d'assurer les prestations de lutte contre les rongeurs et de désinsectisation des immeubles de l'Assemblée nationale.

La liste des immeubles concernés est contenue dans la décomposition du prix global et forfaitaire, annexée à l'acte d'engagement et à l'article 1.1 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

## 2 – Contenu des prestations

Les prestations se déroulent à l'intérieur ou à proximité de sites occupés. L'accès aux locaux de l'Assemblée nationale est dépendant du calendrier parlementaire. Toute intervention doit donc être effectuée en liaison et avec l'accord préalable du pôle « service aux occupants » représenté dans chaque immeuble par un intendant.

La liste et les coordonnées des intendants sont communiquées au titulaire au démarrage de l'accord-cadre.

### 2.1. Prestations dans le cadre du forfait annuel :

Le titulaire exécute, pour l'essentiel, les prestations de lutte contre les rongeurs et de désinsectisation des locaux en respectant *a minima* les fréquences d'intervention précisées à l'annexe 2 de l'acte d'engagement (décomposition du prix global et forfaitaire).

Les locaux concernés par ces prestations forfaitaires sont listés dans la décomposition du prix global et forfaitaire, annexé à l'acte d'engagement.

### 2.2. Prestations dans le cadre de bons de commande :

Ponctuellement, des bons de commande peuvent être émis afin de remédier à des situations ponctuelles d'invasion de nuisibles dans les locaux.

Le titulaire intervient à la suite de la réception de l'ordre de service émis par le représentant de la DAIP (Pôle service aux occupants).

Cette intervention est réalisée dans un délai de **24 heures (jours ouvrables)**, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

Ces interventions sont rémunérées en application des prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement.

## 3 – Modalités d'information sur un site en traitement

Les campagnes effectuées dans le cadre forfaitaire font l'objet d'un affichage durable et visible qui est mis en place par le titulaire de l'accord-cadre préalablement à l'intervention dans le périmètre visé, après validation de son positionnement par les services de l'Assemblée nationale.

Cette affiche est conforme à celle remise par le titulaire à l'appui de son offre. De dimension A4, sur papier couleur, elle comporte le logo de l'entreprise et celui de l'Assemblée nationale.

Elle indique clairement la nature de la prestation, les plages horaires, les pièces où le traitement va être exécuté et le type de produit utilisé.

Les créneaux horaires doivent être impérativement respectés, sous peine de l'application des pénalités décrites à l'article 10 du CCAP.

#### **4 – Contenu de la garantie de résultat**

Le titulaire est tenu à une **obligation de résultat**, que la prestation ait lieu dans le cadre forfaitaire ou dans celui à bons de commande : l'éradication complète doit être effective dans un délai de deux semaines après l'intervention. Dans le cas contraire, le titulaire est tenu de revenir dans un délai maximum de 3 jours ouvrables à compter de la fin du délai maximum de deux semaines, autant de fois que nécessaire jusqu'à éradication complète de la nuisance.

L'opération est réputée terminée lorsque la nuisance a disparu. Elle donne alors lieu à facturation deux semaines après le dernier traitement.

Les opérations de vérification des prestations sont effectuées par les intendants de chacun des immeubles de l'Assemblée nationale.

#### **5– Mode opératoire et produits utilisés**

Le traitement est effectué par l'emploi d'un produit ou d'un dispositif homologué par l'Assemblée nationale, dépourvu de toute toxicité vis-à-vis de l'homme et des animaux domestiques, et respectueux de la réglementation en vigueur.

Les fiches techniques des produits et des dispositifs, pour chaque type de nuisibles (souris, rats, blattes, cafards, punaises de parquet, de lit ou diaboliques, guêpes, frelons, frelons asiatiques, mites textiles ou alimentaires, moucheron, etc.), sont fournies par le candidat à l'appui de son offre.

Pour obtenir le résultat demandé, l'entreprise choisit sa méthode de travail et les emplacements à traiter dans chaque local.

En revanche, il est rappelé que les horaires et les jours d'intervention sont soumis à l'agrément préalable des intendants de chaque immeuble.

Chaque traitement donne lieu à un rapport d'intervention détaillé des problèmes rencontrés, faisant apparaître les points d'entrée des rongeurs ou des insectes, assorti de préconisations.

En de retard dans la transmission du rapport d'intervention, la pénalité prévue à l'article 10.1 du CCAP s'appliquera de plein droit.

#### **6– Bilan annuel d'activité**

Le mois précédent la date anniversaire de l'accord-cadre, le titulaire établit un rapport, adressé en deux exemplaires au directeur de la direction des Affaires immobilières et du patrimoine et au chef du pôle service aux occupants, faisant apparaître :

- la liste des prestations effectuées sur l'ensemble des immeubles de l'Assemblée nationale (en papier et sous forme de fichier informatique) pour l'année écoulée ;
- les préconisations de traitement en vue de parvenir à l'éradication des nuisibles.

En de retard dans la transmission du rapport annuel, le titulaire encourt la pénalité prévue à l'article 10.2 du CCAP.